



PRÉFET DE L'ISERE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale de l'Isère
Pôle risques technologiques
Unité SEVESO plateformes

GRENOBLE, le 14 septembre 2020

N. Ref : 2020 – Is 198 RT

Affaire suivie par : Michael NATAF
Tél. : 04 76 69 34 10
Courriel : michael.nataf@developpement-durable.gouv.fr

COURRIER RECOMMANDÉ

AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION n° 1A 155 726 593 2 1

OBJET : *Dossier PGCOV et SME 2018 – levée et liquidation de l'astreinte journalière*

PJ : - *Rapport de l'inspection des installations classées*
- *Projet d'arrêté préfectoral de levée et liquidation d'astreinte journalière*

Monsieur le directeur,

J'ai effectué un contrôle sur pièce concernant le dossier (PGCOV et SME au titre de l'année 2018) remis le 23 mars 2020 et ayant fait l'objet de compléments le 4 et le 18 mai, ainsi que le 8 juin 2020.

En application de l'article L.514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe une copie du rapport que je transmets à Monsieur le préfet du département de l'Isère.

J'ai l'honneur de vous informer que je considère que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 2 février 2018 comme respectées.

Il est donc proposé à monsieur le préfet de l'Isère, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de liquider et lever l'astreinte journalière dont vous faisiez l'objet sur la période comprise entre le 29 novembre 2019, date de notification de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2019, et le 23 mars 2020. Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint à la présente.


Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, je vous invite à adresser à monsieur le préfet de l'Isère (DDPP, Service protection de l'environnement, 22 avenue doyen Louis Weil CS6 - 38028 GRENOBLE Cedex), dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du présent courrier, les observations qu'appelle de votre part ce projet d'arrêté au titre de la procédure contradictoire préalable.

Je vous confirme par ailleurs avoir bien avisé le procureur de la République du respect de la mise en demeure susmentionnée et que je considère le dossier comme soldé.

Monsieur le directeur
CERDIA FRANCE
Plateforme chimique de Roussillon
Rue Gaston Monmousseau - CS50032
38556 SAINT MAURICE L'EXIL Cedex

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma sincère considération.

L'inspecteur de l'environnement



Signature électronique de
Michaël NATAF
Date : 2023.08.14 14:52
+0200

Michaël NATAF

Copies : MNa, chrono RT
CERDIA : M. LUTHRINGER Mme MAZARS (mail)